

Stock des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2002

La Banque de France réalise, notamment par l'intermédiaire de ses succursales qui analysent les investissements des principales entreprises françaises, une enquête annuelle sur le stock d'investissements directs à l'étranger détenu par les entreprises résidentes, industrielles et commerciales, compagnies d'assurance et établissements de crédit.

Le stock d'investissements directs à l'étranger, qui est l'une des composantes de la position extérieure de la France ¹, s'élevait à fin 2002 à 558,9 milliards d'euros en valeur comptable (soit 36,7 % du PIB), contre 577,4 milliards (données révisées) à fin 2001 (39,1 % du PIB). Il était ainsi en recul de 3,2 % par rapport à l'année précédente.

Il se décomposait comme suit (en milliards d'euros et en pourcentage du total) :

– capitaux propres :	371,7 (66,5 %)
– prêts et placements entre affiliés :	178,8 (32,0 %)
– investissements immobiliers :	8,4 (1,5 %)
	<hr/>
	558,9 (100,0 %)

En valeur de marché, le montant global du stock d'investissement direct français à l'étranger a diminué de 22,8 % pour s'établir, à fin 2002, à 815,5 milliards d'euros (soit 53,5 % du PIB) contre 1 056,5 milliards (soit 71,6 % du PIB) à fin 2001.

Les États-Unis et la France étant les seuls grands pays à diffuser des stocks en valeur de marché, les comparaisons internationales ne peuvent se faire que sur la base de la valeur comptable. La France se situait, fin 2002, au 4^e rang des pays investisseurs dans le monde, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et devant les Pays-Bas et le Japon.

Les pays de la zone euro représentaient 39,9 % du stock total, constituant une destination privilégiée pour les investisseurs français. Les États-Unis demeurent cependant le premier pays d'accueil des investissements français à l'étranger (24,7 % du stock), suivis de la Belgique (15,6 %) et du Royaume-Uni (13,6 %).

¹ Cf. Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France. Les autres éléments de la position extérieure sont les investissements de portefeuille, les produits financiers dérivés, les « autres investissements », c'est-à-dire les dépôts et crédits, et les avoirs de réserve.

L'année 2003 s'est traduite par une chute de près de 42 % du volume des opérations de fusion-acquisition impliquant au moins une entreprise française (alors qu'il progressait de 10 % dans le monde et demeurait stable en Europe). Dans ce contexte, les flux d'investissements directs français à l'étranger reculent de 22 % en 2003. Le stock en valeur comptable, estimé provisoirement par ajout des flux de l'année en balance des paiements aux stocks de fin 2002, s'établit à 609,7 milliards, soit une progression de 9 %. Une estimation des stocks d'investissements directs en valeur de marché sera publiée dans le Bulletin de la Banque de France de juin 2004.

Bruno TERRIEN
Joëlle TINGUELY
Direction de la Balance des paiements

Rappel méthodologique**1. Définition des investissements directs**

Conformément aux recommandations du 5^e Manuel du FMI, les statistiques d'investissements directs à l'étranger portent sur les entreprises résidentes détenant au moins 10 % du capital d'une entreprise non-résidente. Entrent dans le calcul du stock les capitaux propres de l'entreprise non résidente « investie », y compris les bénéfices réinvestis sur place par l'investisseur résident, augmentés des prêts et dépôts consentis par les maisons mères résidentes à leurs affiliés non résidents. Les prêts des filiales à leur maison mère ne viennent pas en déduction de ces prêts. Il s'agit ici de l'application du principe « créances/engagements », par opposition au principe directionnel, qui considère les prêts de filiales à maison mère comme des désinvestissements. Les prêts et avances du secteur bancaire ne sont pas inclus dans les statistiques d'investissements directs mais dans les « autres investissements ».

Sont inclus dans les investissements directs à l'étranger des banques résidentes les participations au capital social des filiales non résidentes, les dotations des succursales à l'étranger, les prêts subordonnés et participatifs.

Le recensement s'inscrit dans le cadre des travaux conduisant à l'élaboration de la position extérieure de la France. À la différence de la balance des paiements, qui enregistre des transactions économiques et financières (flux) entre les résidents d'un pays et les non-résidents, la position extérieure recense les encours de créances et d'engagements financiers d'une économie à l'égard du reste du monde. Ces créances et engagements sont ventilés entre les investissements directs, les investissements de portefeuille, les produits financiers dérivés, les « autres investissements » et les avoirs de réserve.

2. Évaluation du stock

Les stocks commentés dans cet article sont exprimés en valeur comptable. Les stocks d'investissements directs sont également publiés en valeur de marché, mais seulement pour leur montant global, sans ventilation géographique ou sectorielle, dans le Bulletin de la Banque de France de juin 2004 ainsi que dans le Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure, dont la prochaine parution sur le site internet de la Banque de France interviendra à l'automne 2004. Cette absence de ventilations géographique et sectorielle résulte des méthodes utilisées pour valoriser les encours des sociétés non cotées. En effet, ils ne peuvent faire l'objet que d'une valorisation globale à l'aide d'indices représentatifs de l'évolution des cours des actions étrangères utilisés pour l'élaboration des comptes financiers.

La correspondance entre les flux de balance des paiements et la variation des stocks calculés en valeur comptable s'avère parfois délicate à établir. En effet, les stocks sont calculés sur la base de la valeur comptable de certains postes du passif de la société investie, alors que les flux le sont sur la base de leur valeur à la date de l'opération, c'est-à-dire de la valeur de marché. Entre les deux modes d'évaluation, les écarts peuvent être importants. Ils sont notamment liés à l'évaluation du « goodwill » (perspectives d'évolution de l'entreprise, estimation de certains actifs incorporels), inclus dans la valeur de marché et non dans la valeur comptable.

3. Population recensée

Les investisseurs français sont des entreprises industrielles et commerciales, des établissements de crédit et des compagnies d'assurance, dont le siège est situé en France métropolitaine, indépendamment de toute considération sur la nationalité des actionnaires ou associés qui les contrôlent.

Afin de limiter la charge statistique du recensement, ne sont visées que les entreprises françaises dont le poste immobilisations financières au bilan est au moins égal à 10 millions d'euros. L'enquête réalisée au titre de 2002 a permis de recenser 1 267 entreprises résidentes ayant déclaré des investissements directs à l'étranger.

Les entreprises non résidentes concernées sont celles détenues à hauteur de 10 % au moins de leur capital par une entreprise résidente et situées dans tout autre pays que la France métropolitaine, les départements et territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon. Selon l'enquête, elles étaient au nombre de 5 866 en 2002.

1. Vue d'ensemble

1.1. La France, quatrième pays investisseur dans le monde

L'investissement direct à l'étranger prend diverses formes : création d'entreprises, consolidation de l'assise financière des filiales existantes, rachats d'entreprises, opérations de fusion-acquisition.

Favorisées par le contexte général de libéralisation des mouvements de capitaux et par des politiques nationales de plus en plus accueillantes à l'égard des investisseurs étrangers, notamment à l'occasion de la privatisation d'activités de services, les opérations d'investissement direct sont, de surcroît, stimulées par des motivations propres aux entreprises investisseuses :

- conquête de nouveaux marchés à travers une diversification géographique ;
- recherche d'une position sectorielle de premier plan à l'échelle internationale ;
- rapprochement et concentration sous la pression de la concurrence.

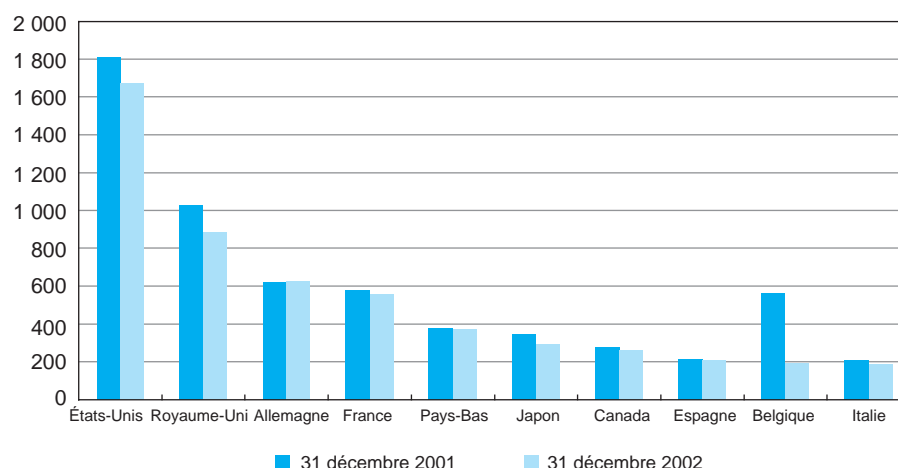
Selon le *World Investment Report* publié par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) en 2003, le stock mondial d'investissements directs à l'étranger, estimé en valeur comptable, est ainsi passé entre 1985 et 2002 de 743 milliards de dollars à 6 866 milliards.

Selon les informations disponibles et sous réserve des différences méthodologiques² qui peuvent subsister entre les pays pour le calcul des stocks, la France se maintient au quatrième rang des pays investisseurs à l'étranger à fin 2002, avec un stock de 558,9 milliards d'euros, soit près de 9 % du stock mondial. Elle est devancée par les États-Unis (1 670,5 milliards d'euros en valeur comptable), le Royaume-Uni (885,6 milliards), l'Allemagne (624,5 milliards).

² La méthodologie des statistiques d'investissements directs appliquée par la France est présentée dans ses grandes lignes en page précédente.

Stocks d'investissements directs à l'étranger en valeur comptable

(en milliards d'euros)



NB : Conversion sur la base des cours de change aux 31 décembre 2001 et 2002

Sources : France : Banque de France

Belgique : UEBL avant 2002

Autres pays : sources nationales et FMI

Apprécié non plus en valeur absolue mais par rapport au produit intérieur brut (PIB), le stock d'investissements à l'étranger situerait, par contre, la France en cinquième position des pays industrialisés. Avec un ratio de 36,8 %, elle est précédée par les Pays-Bas (83,2 %) — pays accueillant de nombreux sièges de *holdings* — la Belgique (73,6 %), le Royaume-Uni (55,2 %) et le Canada (37,4 %). Viennent ensuite l'Espagne (29,7 %) et l'Allemagne (29,6 %).

Stocks des investissements directs à l'étranger en valeur comptable rapportés aux produits intérieurs bruts

(montants en milliards d'euros et parts en %)

	Au 31 décembre 2001		Au 31 décembre 2002		Classement en ratio Stocks/PIB
	Stocks des investissements directs	Stocks/PIB en %	Stocks des investissements directs	Stocks/PIB en %	
1 États-Unis	1 813,3	15,9	1 670,5	16,8	9
2 Royaume-Uni	1 027,1	62,9	885,6	55,2	3
3 Allemagne	618,6	29,8	624,5	29,6	7
4 France	577,4	39,1	558,9	36,8	5
UEBL	562,0	203,4			
5 Pays-Bas	373,7	87,1	369,7	83,2	1
6 Japon	343,0	7,8	293,3	7,3	10
7 Canada	276,8	35,2	260,7	37,4	4
8 Espagne	214,9	33,0	206,0	29,7	6
9 Belgique			192,0	73,6	2
10 Italie	206,9	17,0	206,9	17,0	8

Sources : France : Banque de France

Belgique : UEBL avant 2002

Autres pays : sources nationales

1.2. Un recul de 3,2 % du stock d'investissements directs à l'étranger en 2002 en valeur comptable

Calculé sur la base des données comptables des entreprises entrant dans le champ de l'enquête, et non sur la base de leur valeur de marché ³, le stock des investissements directs français à l'étranger s'élevait au 31 décembre 2002, à 558,9 milliards d'euros, contre 577,4 milliards à fin décembre 2001 ⁴. Le stock enregistre un recul de 3,2 % en 2002, contrairement à l'année précédente (+ 16 % en 2001). C'est en fait la première fois depuis que des positions sont calculées que l'on observe un tel mouvement, alors même que 52,6 milliards d'euros de flux d'investissements ont été recensés au cours de l'année en valeur d'acquisition ⁵.

Même s'ils ont diminué, les nouveaux investissements ont permis d'atténuer les deux sources à l'origine de la baisse des stocks d'investissements directs français à l'étranger.

La première est l'appréciation de l'euro par rapport aux principales devises internationales. Sur l'ensemble de l'année 2002, le dollar des États-Unis s'est déprécié de 16 % par rapport à l'euro, le dollar canadien de 15 %, le yen de 8 % et la livre sterling de 7 %. Les dépréciations ont été particulièrement spectaculaires pour certaines devises d'Amérique latine telles que le peso argentin (– 75 %) ou le real brésilien (– 45 %). Tous les avoirs détenus dans ces monnaies ont donc diminué d'autant, ce qui se traduit par une baisse estimée à plus de 42 milliards d'euros pour le stock français à l'étranger.

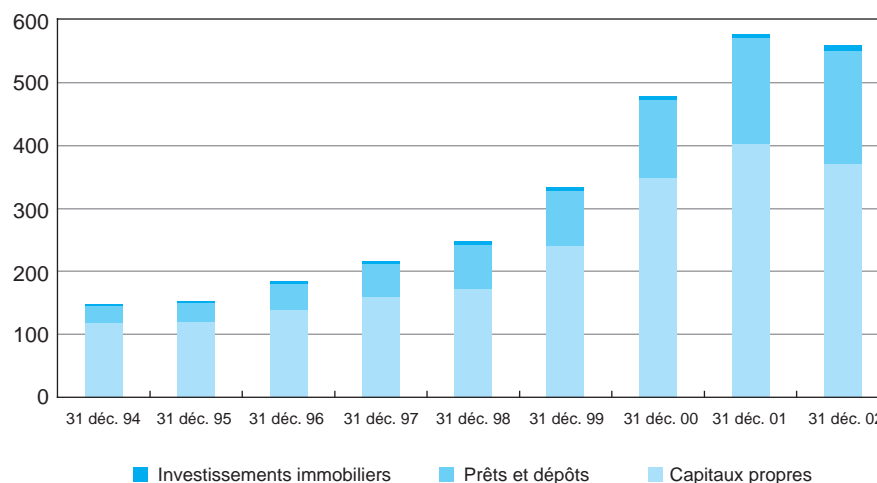
Le second élément à prendre en compte pour expliquer la baisse du stock d'investissements français à l'étranger concerne les pertes sensibles dégagées par un certain nombre de filiales de groupes français à l'étranger. On peut estimer à près de 29 milliards l'impact de ces pertes, si on y ajoute les décotes constatées sur la valeur de certaines filiales lors de leur cession ou de réorganisations internes, voire même les faillites de filiales à l'étranger.

³ Une estimation détaillée des stocks d'investissements directs français à l'étranger (IDFE) en valeur de marché sera publiée dans le *Bulletin de la Banque de France* de juin 2004. Le total s'élève à 815,5 milliards d'euros à fin 2002.

⁴ Montant révisé

⁵ Cf. *supra* rappel méthodologique sur les différences de valeurs entre flux et stocks.

Stock d'investissements directs à l'étranger



Source : Banque de France

Les capitaux propres, qui intègrent les bénéfices réinvestis par les filiales à l'étranger des sociétés résidentes, régressent de 7,6 % entre les deux exercices (371,7 milliards d'euros à fin 2002, contre 402,4 milliards à fin 2001). Ils représentent 66,5 % du stock à fin 2002 (69,7 % en 2001).

Les prêts des maisons mères résidentes à leurs affiliés non résidents s'inscrivent en hausse de 6,6 % par rapport à l'exercice précédent (178,8 milliards d'euros, contre 167,8 milliards à fin 2001). Ils représentent 32,0 % du stock (29,1 % en 2001).

Les investissements immobiliers français à l'étranger augmentent de 18,3 % (8,4 milliards d'euros, contre 7,1 milliards en 2001). Leur part dans le stock est de 1,5 % (1,2 % en 2001).

2. Ventilations géographiques et sectorielles

2.1. Les États-Unis et les pays de la zone euro demeurent les principales destinations des investissements directs français à l'étranger

Les États-Unis, avec un encours recensé de 138,0 milliards d'euros à fin 2002, après 157,9 milliards à fin 2001, constituent toujours la première destination des investisseurs français à l'étranger (24,7 % du stock).

L'évolution du stock français aux États-Unis s'est cependant inversé (- 13 % en 2002, contre + 28 % en 2001). On mentionnera parmi les principales opérations annoncées par les sociétés concernées et/ou dans la presse économique, celles réalisées par Publicis (acquisition de BCOM3), la Société générale (acquisition de SG Financial Inc.) ou BNP Paribas (acquisition de BancWest Corp.).

La Belgique (15,7 %), le Royaume-Uni (13,6 %), les Pays-Bas (7,7 %) et l'Allemagne (6,3 %) représentent les principaux pôles d'attraction des investissements directs français au sein de l'Union européenne. La zone euro constitue une destination privilégiée pour les investisseurs français : leur stock représente 39,9 % du total.

La part relative du Canada s'inscrit quant à elle à 4,0 % en 2002.

Avec 1,1 % du stock total, le Brésil demeure le premier pays émergent bénéficiant des investissements directs français.

Principaux pays bénéficiaires des investissements directs français à l'étranger

	<i>(montants en milliards d'euros et part en %)</i>			
	Au 31 décembre 2001		Au 31 décembre 2002	
	Montant	Répartition	Montant	Répartition
États-Unis	157,9	27,3	138,0	24,7
Belgique	82,9	14,4	87,4	15,6
Royaume-Uni	73,3	12,7	76,1	13,6
Pays-Bas	43,3	7,5	42,9	7,7
Allemagne	30,5	5,3	35,0	6,3
Canada	35,3	6,1	22,1	4,0
Suisse	20,3	3,5	21,4	3,8
Espagne	16,5	2,9	19,1	3,4
Italie	18,5	3,2	17,7	3,2
Japon	8,7	1,5	10,4	1,9
Luxembourg	10,2	1,8	9,7	1,7
Pologne	9,0	1,6	8,2	1,5
Irlande	4,6	0,8	6,7	1,2
Brésil	8,1	1,4	6,1	1,1
Autres pays	58,3	10,0	58,1	10,3
Pour mémoire : zone euro	210,3	36,4	222,8	39,9
Total	577,4	100,0	558,9	100,0

Source : Banque de France

Les destinataires des investissements directs français à l'étranger se différencient très nettement des partenariats commerciaux. Ainsi, les États-Unis restent, en 2002, le premier pays « investi », avec 24,7 % du stock total d'investissements directs français à l'étranger, sans rapport avec son poids dans les exportations de marchandises françaises (8,0 %). Inversement, l'Allemagne, premier partenaire commercial de la France (14,4 % des exportations de marchandises françaises et 12,9 % des exportations de biens et services), n'accueille que 6,3 % du stock d'investissements directs français.

Parts comparées des principaux pays dans les exportations et dans les stocks d'investissements directs français en 2002

(en %)

Pays	Part dans les exportations françaises de marchandises (a)	Part dans les exportations françaises de biens et services (b)	Part dans les stocks d'investissements directs français à l'étranger
États-Unis	8,0	10,6	24,7
Belgique	7,7	7,1	15,6
Royaume-Uni	10,2	10,8	13,6
Pays-Bas	4,0	4,2	7,7
Canada	0,8	0,9	4,0
Allemagne	14,4	12,9	6,3
Suisse	3,2	3,8	3,8
Italie	9,0	8,4	3,2
Espagne	9,6	7,5	3,4
Japon	1,7	2,3	1,9
Pologne	1,2	1,0	1,5
Brésil	0,8	0,8	1,1
Autres pays	29,4	29,7	13,2
Pour mémoire : zone euro	49,1	45,1	39,9
Total	100,0	100,0	100,0

(a) Données douanières

(b) Données Balance des paiements

Source : Banque de France

Les pays de l'Union européenne continuent d'accueillir plus de la moitié des investissements.

Répartition par zones géo-économiques des investissements directs français à l'étranger

(montants en milliards d'euros et parts en %)

	Au 31 décembre 2001 (a)		Au 31 décembre 2002	
	Montant	Répartition	Montant	Répartition
Union européenne	290,8	50,4	306,2	54,8
dont : zone euro	210,3	36,4	222,8	39,9
Pays adhérents à l'Union européenne au 1 ^{er} mai 2004	14,3	2,5	15,3	2,7
Autres pays industrialisés européens	20,3	3,5	21,4	3,8
Pays industrialisés non européens	206,2	35,7	175,4	31,4
Reste du monde	45,8	7,9	40,6	7,3
Total	577,4	100,0	558,9	100,0

(a) Données révisées

Source : Banque de France

2.2. Le secteur des *holdings*, premier secteur investisseur à l'étranger, devance le secteur financier

La méthode de ventilation sectorielle utilise la nomenclature INSEE introduite en 1993. Aucun retraitement (visant, par exemple, à modifier l'activité d'une société *holding* pour lui attribuer celle du groupe auquel elle appartient) n'est effectué.

Les investissements français à l'étranger restent essentiellement engagés par un nombre limité de secteurs économiques résidents ⁶, au premier rang desquels figurent le secteur des *holdings*, avec 31,5 % du total du stock, en légère diminution par rapport à 2001 (– 9,4 % par rapport à l'année précédente), suivi par le secteur financier (22,0 %, dont 5,6 % pour les assurances). Viennent ensuite le commerce (6,1 %), l'informatique (4,9 %) et le secteur électricité, gaz et eau (4,6 %).

Principaux secteurs économiques résidents détenteurs d'investissements directs à l'étranger

	(montants en milliards d'euros et parts en %)			
	Au 31 décembre 2001 (a)		Au 31 décembre 2002	
	Montant	Part	Montant	Part
<i>Holdings</i>	194,2	33,6	175,9	31,5
Intermédiation financière	127,1	22,0	123,1	22,0
dont : <i>Banques</i>	39,6	6,9	48,4	8,7
Assurances	32,8	5,7	31,4	5,6
Commerce	31,5	5,5	33,9	6,1
Informatique	28,8	5,0	27,3	4,9
Électricité, gaz et eau	31,0	5,4	26,0	4,6
Matériel de transport	26,1	4,5	25,8	4,6
Industries chimiques	17,4	3,0	17,0	3,0
Transports et communications	12,3	2,1	12,3	2,2
Autres secteurs	109,0	18,9	117,6	21,1
Total	577,4	100,0	558,9	100,0

(a) Données révisées

Source : Banque de France

La liste des principales entreprises par secteurs économiques résidents montre que l'internationalisation demeure l'apanage des grandes entreprises disposant d'une assise financière suffisante pour s'implanter à l'étranger.

À ce titre, il est intéressant de noter que la population recensée d'investisseurs résidents s'élève, en 2002, à 1 267 entreprises, qui ont investi dans 5 866 entreprises non résidentes, soit un rapport de un à cinq. En 1992, ce même rapport n'était que de un à quatre. Les treize entreprises françaises ayant le plus fortement investi à l'étranger (soit 1 % du nombre total des investisseurs) détiennent à elles seules 41,5 % du stock total.

⁶ L'analyse par secteurs repose sur la *Nomenclature d'activités française* (NAF) publiée par l'INSEE.

**Principales entreprises investissant à l'étranger
par secteurs économiques résidents à fin 2002**

Secteurs investisseurs	Principales entreprises investissant à l'étranger	Part des entreprises citées dans les investissements détenus par les secteurs (en % des capitaux propres)
<i>Holdings</i>	C ^{ie} générale de Communications, Aventis, EDF International, Cap Gemini, Alcatel, Total Chimie, Sofidiv, Carrefour, Alcatel Participations, Ondeo, Sté de Gestion de l'Aéronautique Défense Espace (SOGEADE), Compagnie générale des Éts Michelin, Financière Lafarge, Wanadoo, Publicis, Usinor, Spafi, Accor, Rhodia	63,2
Intermédiation monétaire	Société générale, BNP Paribas, Crédit agricole Indosuez, Caisse nationale de Crédit agricole, Crédit Lyonnais, Banque Sudameris, Sofax Banque, Crédit Lyonnais Europe, Crédit commercial de France, RCI Banque	89,8
Autre intermédiation financière	Vivendi Universal Holding SAS, Coralec, Dexia Credit Local, AGF International, Cereol, CDC Finance CDC Ixis, Natexis Banques populaires, Worms et C ^{ie} , Lagardere SCA, Artemis	91,5
Commerce	Total, Auchan, Louis Dreyfus et Cie, Bayer Cropscience, Pammelec, Conforama, C ^{ie} des gaz de pétrole Primagaz, PR Europe, Leroy Merlin Participation, Total outre-mer, Vilmorin, Etam	85,4
Électricité, gaz et eau	Suez, Ondeo Services, Veolia Water, Elyo, GDF Investissements deux, C ^{ie} Générale des Eaux, Gaz de France, EDF	99,8
Matériel de transport	Renault, Renault SAS, Valeo, Automobiles Citroën, Peugeot Citroën Automobiles, Automobiles Peugeot, PSA	94,5
Industries chimiques	Air Liquide International, l'Oréal, Sanofi-Synthélabo, Atofina, Aventis Pasteur, Rhodanyl, Biomériaux	85,2

Sources : Presse économique et financière, communiqués des sociétés concernées

Principaux secteurs investis selon les pays d'accueil à fin 2002

(en %)

Pays d'accueil	Secteur	Part des quatre principaux secteurs dans le total du stock d'investissements directs en capitaux propres français par pays	
		Individuelle	Ensemble
États-Unis	Assurances	21,9	
	Holdings	20,4	
	Banques	16,8	
	Industrie chimique	9,5	68,6
Belgique	Holdings	26,1	
	Transports et communications	25,8	
	Electricité, gaz et eau	22,5	
	Assurances	6,0	80,4
Royaume-Uni	Informatique	19,4	
	Holdings	16,5	
	Assurances	15,3	
	Electricité, gaz et eau	13,4	64,6
Pays-Bas	Holdings	47,0	
	Assurances	13,7	
	Banques	12,3	
	Commerce	6,1	79,1
Allemagne	Industries chimiques	36,3	
	Holdings	17,6	
	Banques	7,4	
	Electricité, gaz et eau	4,6	65,9
Canada	Banques	67,9	
	Commerce	21,2	89,1
Suisse	Holdings	40,5	
	Banques	18,7	
	Transports et communications	11,6	
	Industries chimiques	5,8	76,6
Espagne	Matériel de transport	15,1	
	Commerce	14,8	
	Holdings	10,9	
	Banques	8,7	49,5

Sources : Presse économique et financière, communiqués des sociétés concernées

- Les investissements au Canada sont très concentrés dans le secteur bancaire qui représente 67,9 % du total.
- Les *holdings* occupent la première place des investissements aux Pays-Bas (47,0 %) et en Suisse (40,5 %), et constituent, dans la plupart des pays, un des premiers secteurs investis, excepté en Espagne où la part correspondante est égale à 10,9 %.
- Les industries chimiques sont le secteur le mieux représenté pour les investissements directs français en Allemagne (36,3 %).
- La part élevée du secteur des assurances est une caractéristique des investissements dans les pays anglo-saxons : États-Unis (21,9 %), Royaume-Uni (15,3 %).

2.3. Une accentuation du degré de contrôle de l'investissement

Appréhendé à partir de 10 % du capital (cf. rappel méthodologique), l'investissement direct à l'étranger prend néanmoins le plus souvent la forme d'un contrôle majoritaire de l'entreprise « investie ». Les montants correspondant à ces prises de participations majoritaires représentent 87,9 % du stock en 2002.

Répartition des investissements directs en fonction du pourcentage détenu à fin 2002

(montants en milliards d'euros et part en %)

Quote-part détenue	Nombre de sociétés investies	Répartition	Investissement en capitaux propres	Répartition
Filiales	5 139	87,6	326,7	87,9
50 % à 90 %	1 021	17,4	50,9	13,7
Plus de 90 %	4 118	70,2	275,8	74,2
Participations	727	12,4	45,0	12,1
10 % à 20 %	168	2,9	8,3	2,2
20 % à 50 %	559	9,5	36,7	9,9
Total	5 866	100,0	371,7	100,0

Source : Banque de France

3. Première estimation du stock d'investissements directs français à l'étranger à fin 2003

En 2003, le stock d'investissements directs français à l'étranger, pour lesquels les données d'enquête ne sont pas encore disponibles, est estimé, par ajout des flux de l'année aux stocks de fin 2002, à 609,7 milliards d'euros (*en valeur comptable*), en progression de 9,1 % sur l'année, après un recul de 3,2 % en 2002. Ce montant représente 39,3 % du PIB de la France (contre 36,7 % en 2002).

Même si le volume des opérations de fusion-acquisition a progressé de 10 % dans le monde en 2003, il est demeuré stable en Europe et a chuté de près de 80 % pour les opérations menées par une entreprise française à l'étranger. Les flux d'investissements directs français à l'étranger se sont ainsi inscrits en recul (de 22 %) pour la troisième année consécutive.

Une estimation des stocks d'investissements directs en *valeur de marché* à fin 2003 sera publiée dans le *Bulletin de la Banque de France* de juin 2004.

Parmi les principales opérations annoncées par les sociétés concernées et/ou la presse économique et financière, on relève notamment :

- l'acquisition de la société allemande Preussag Energie par Gaz de France,
- la fusion entre Clearnet et London Clearing House,
- l'acquisition par Schneider Electric du suédois TAC.

Annexe 1

Stocks des investissements directs français à l'étranger
 (en valeur comptable, au 31 décembre)

(en milliards d'euros)

	Capitaux propres	Prêts	Investissements immobiliers	Total
1992	106,5	22,3	2,4	131,2
1993	115,0	24,8	2,9	142,7
1994	118,0	27,3	3,3	148,6
1995	120,0	29,2	3,5	152,7
1996	137,9	42,9	3,7	184,5
1997	158,5	54,2	3,9	216,6
1998	172,3	70,1	4,5	246,9
1999	240,2	87,5	4,8	332,5
2000	347,6	125,2	5,5	478,3
2001	388,7	167,8	7,1	577,4
2002	371,7	178,9	8,4	558,9

NB : Données révisées pour 2001

Population recensée
 (au 31 décembre)

(en unités)

	Investisseurs résidents	Entreprises non résidentes investies
1992	2 243	8 662
1993	2 216	8 460
1994	2 142	8 732
1995	2 126	8 682
1996	1 830	8 165
1997	1 730	8 016
1998	1 699	8 107
1999	2 193	9 373
2000	1 939	9 418
2001	2 020	9 418
2002	1 267	5 866

NB : Données révisées pour 2001

Seuil d'investigation : entreprises dont le montant des immobilisations financières au bilan est au moins égal à 3 millions d'euros, jusqu'en 2001, et 10 millions d'euros, à partir de 2002.

Source : Banque de France

Annexe 2

**Ventilation géographique des investissements directs français
à l'étranger au 31 décembre 2002**

(classés par ordre décroissant, en valeur comptable)

(montants en millions d'euros, parts en %)

	Capitaux propres	Prêts	Investissements dans le secteur immobilier	Total	Part
États-Unis	94 236	42 797	980	138 014	24,7
Belgique	61 127	24 260	2 055	87 442	15,6
Royaume-Uni	46 112	29 396	567	76 074	13,6
Pays-Bas	31 826	10 661	401	42 889	7,7
Allemagne	18 277	15 726	957	34 959	6,3
Canada	19 812	2 153	151	22 115	4,0
Suisse	9 946	10 606	854	21 406	3,8
Espagne	13 724	4 844	564	19 132	3,4
Italie	11 576	5 909	232	17 718	3,2
Japon	9 662	723	0	10 385	1,9
Luxembourg	4 923	4 299	440	9 662	1,7
Pologne	7 043	1 144	19	8 206	1,5
Irlande	1 648	5 035	11	6 694	1,2
Brésil	5 110	982	18	6 110	1,1
Suède	3 007	2 460	34	5 501	1,0
Singapour	2 854	416	11	3 281	0,6
Australie	1 709	890	71	2 670	0,5
Chine	2 035	362	13	2 410	0,4
Argentine	1 553	670	15	2 238	0,4
Portugal	1 299	790	103	2 192	0,4
Maroc	1 801	101	96	1 998	0,4
Norvège	727	1 151	19	1 897	0,3
Danemark	1 261	548	42	1 851	0,3
Hong-Kong	1 120	503	0	1 623	0,3
Hongrie	1 202	402	16	1 620	0,3
République tchèque	1 220	356	5	1 581	0,3
Mexique	860	646	17	1 523	0,3
Slovaquie	1 390	101	2	1 492	0,3
Venezuela	15	1 434	0	1 449	0,3
Bermudes	730	632	0	1 362	0,2
Autriche	448	711	0	1 159	0,2
Gabon	210	858	0	1 068	0,2
Turquie	786	188	17	992	0,2
Corée du sud	865	64	0	930	0,2
Roumanie	532	229	5	766	0,1
Grèce	555	165	43	763	0,1
Thaïlande	478	259	19	757	0,1
Nigeria	547	173	0	721	0,1
Autres pays (186)	9 472	6 193	589	16 251	2,9
Total	371 698	178 837	8 366	558 901	100,0

Source : Banque de France

Annexe 3

Répartition par secteurs investisseurs des investissements directs
français à l'étranger au 31 décembre 2002
(en valeur comptable)

(montants en millions d'euros, parts en %)

Secteurs investis	Capitaux propres et investissements immobiliers	Prêts	Total	Part
Agriculture et pêche	104		104	0,1
Industries extractives	6 571	11	6 582	1,2
Dont :				
Extraction de pétrole et de gaz	6 546	9	6 555	1,2
Industries manufacturières	59 759	37 948	97 707	17,5
Dont :				
Industries agricoles et alimentaires	2 959	2 099	5 058	0,9
Textile et habillement	855	107	962	0,2
Industrie du bois, édition et imprimerie	1 491	1 323	2 813	0,5
Raffinage de pétrole et autres traitements	457	1 059	1 516	0,3
Industrie chimique	11 764	5 251	17 015	3,0
Caoutchouc et plastiques	183	64	247	0,1
Industries métallurgiques	6 484	526	7 010	1,2
Industries mécaniques	3 975	569	4 545	0,8
Matériel de bureau, informatique	620	124	744	0,1
Equipements radio, TV, communication	978	849	1 827	0,3
Véhicules automobiles	13 361	4 721	18 082	3,2
Autres matériels de transport	1 145	6 526	7 671	1,4
Electricité, gaz et eau	21 562	4 395	25 958	4,6
Construction	1 220	670	1 890	0,3
Commerce, réparations	11 989	21 912	33 901	6,1
Hôtels, restaurants	2 390	5	2 394	0,4
Transports et communications	5 564	6 778	12 341	2,2
Intermédiation financière	102 539	20 549	123 088	22,0
Dont :				
Intermédiation monétaire	38 730	9 724	48 454	8,7
Autre intermédiation financière	30 623	3 332	33 955	6,1
Assurance	30 595	809	31 404	5,6
Services aux entreprises, immobilier	164 736	68 746	233 482	41 839,3
Dont :				
Immobilier	8 512	538	9 050	1,6
Informatique	26 407	860	27 266	4,9
Recherche-développement	183	20	203	0,1
Management de holdings	126 766	49 119	175 885	31,5
Publicité	520	442	962	0,2
Autres services	3 631	17 822	21 454	3,8
Total	380 064	178 837	558 901	100,0

Source : Banque de France

Annexe 4

**Principaux pays bénéficiaires d'investissements directs
du secteur résident des *holdings* à fin 2002**
(en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros et parts en %)

	Investissements en capitaux propres	Part
États-Unis	29,9	23,6
Belgique	24,7	19,5
Pays-Bas	16,5	13,0
Royaume-Uni	12,4	9,8
Allemagne	11,8	9,3
Pologne	5,3	4,2
Suisse	4,7	3,7
Espagne	3,1	2,4
Italie	2,7	2,1
Luxembourg	2,4	1,9
Brésil	2,2	1,7
Singapour	1,8	1,4
Irlande	0,8	0,6
Suède	0,7	0,5
Canada	0,6	0,5
Danemark	0,5	0,4
Australie	0,5	0,4
Mexique	0,5	0,4
Autres pays	5,7	4,6
Total	126,8	100,0

Source : Banque de France

**Principaux pays bénéficiaires d'investissements directs
du secteur résident de l'intermédiation financière à fin 2002**
(en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros et parts en %)

	Investissements en capitaux propres	Part
États-Unis	36,5	35,6
Canada	18,0	17,5
Royaume-Uni	12,0	11,7
Pays-Bas	6,2	6,1
Italie	4,8	4,7
Belgique	4,2	4,1
Luxembourg	2,6	2,6
Japon	2,3	2,3
Suisse	2,1	2,0
Allemagne	1,8	1,7
Espagne	1,7	1,7
Maroc	1,1	1,0
Brésil	0,9	0,9
Irlande	0,7	0,7
Australie	0,6	0,6
Autres pays	7,0	6,8
Total	102,5	100,0

Source : Banque de France

**Principaux pays bénéficiaires d'investissements directs
du secteur résident commerce à fin 2002**
(en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros et parts en %)

	Investissements en capitaux propres	Part
États-Unis	3,2	27,0
Royaume-Uni	1,3	10,5
Allemagne	1,2	10,4
Espagne	0,9	7,7
Italie	0,7	6,2
Pays-Bas	0,7	5,8
Belgique	0,6	4,6
Pologne	0,5	4,3
Autres pays	2,9	23,5
Total	12,0	100,0

Source : Banque de France

Annexe 5

Dernières publications sur les investissements directs

Analyses sur les stocks d'investissements directs ¹

Stock des investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2001

Bulletin de la Banque de France - n° 115 (juillet 2003)

Stock des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2001

Bulletin de la Banque de France - n° 115 (juillet 2003)

Analyses sur les flux d'investissements directs ¹

Données annuelles : Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France en 2003 (publication à l'automne 2004 sur le site internet de la Banque de France)

Résultats mensuels

Résultats de la balance des paiements du mois de...

Bulletin de la Banque de France du 3^e mois suivant le mois commenté

¹ Informations disponibles sur Internet : www.banque-france.fr

Autres publications sur les investissements directs

D'autres organismes publics diffusent également des données d'investissements directs internationaux, mais dans une autre optique que la quantification des flux et des stocks d'investissements directs.

Investissements directs français à l'étranger

- La Direction des Relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie effectue, par l'intermédiaire de ses postes d'expansion économique, une enquête annuelle axée sur l'activité des filiales d'entreprises françaises implantées à l'étranger (effectif employé, chiffre d'affaires, secteur d'activité, notamment).

Investissements directs étrangers en France

- L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII, née en octobre 2001) en liaison avec la Délégation à l'aménagement du Territoire et à l'action régionale (Datar) met l'accent sur les nouvelles implantations et sur les emplois bruts créés ou préservés par l'investissement étranger. En fait, les investissements étrangers productifs recensés par la Datar ne concernent que les capitaux étrangers contribuant à l'accroissement ou au maintien de l'emploi et ne représentent qu'une partie de ceux comptabilisés par la Banque de France.
- Le service des Statistiques industrielles du secrétariat d'État à l'Industrie (Sessi) publie chaque année un ouvrage sur les entreprises industrielles contrôlées — directement et indirectement — par l'étranger, établi à partir de l'enquête LIFI (Liaisons financières) de l'INSEE.

Investissement direct international

- La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) publie chaque année un rapport sur l'investissement mondial, qui centralise les données fournies par les banques centrales et les offices statistiques en charge des investissements directs et analyse, entre autres, les liens entre le commerce et l'investissement direct étranger. Toutefois, les stocks 2002 présentés dans l'édition 2003 sont estimés à l'aide d'un cumul de flux, depuis plusieurs années dans le cas de certains pays.
- La Direction des Relations économiques extérieures (DREE) reprend les chiffres de la Cnuced ainsi que, pour la France, ceux de la Banque de France, dans une publication synthétique sur « les investissements directs dans le monde ».